

# États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités Troisième trimestre de l'exercice 2020

(Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 31 mars 2020 et 2019)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés n'ont pas été examinés par les auditeurs indépendants de la Société.

# États consolidés du résultat intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action) (non audités)

		31 mars 2020	31 mars 2019	31 mars 2020	31 mars 2019
	Notes	(3 mois)	(3 mois)	2020 (9 mois)	(9 mois)
	140103	\$	\$	\$	\$
Produits tirés de contrats	17	36 000	37 415	117 571	108 386
Coût des produits tirés de contrats	5	34 742	34 344	106 962	96 813
Bénéfice brut		1 258	3 071	10 609	11 573
Charges					
Frais généraux et administratifs		3 992	4 162	12 533	12 923
(Gain) perte de change		(263)	250	(44)	336
Charges financières		725	619	2 129	1 507
	5	4 454	5 031	14 618	14 766
Perte avant impôt sur le résultat		(3 196)	(1 960)	(4 009)	(3 193)
Impôt sur le résultat (recouvrable)	12				
Exigible		347	931	220	1 614
Différé		(174)	(1 491)	397	(2 126)
		173	(560)	617	(512)
Perte nette		(3 369)	(1 400)	(4 626)	(2 681)
Perte nette par action	11				
De base		(0,09)	(0,04)	(0,12)	(0,07)
Diluée		(0,09)	(0,04)	(0,12)	(0,07)

# États consolidés du résultat global intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités)

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(3 369)	(1 400)	(4 626)	(2 681)
Autres éléments du résultat global				
Écarts de conversion cumulés	5	(384)	(1 242)	(609)
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts	5	(384)	(1 242)	(609)
Résultat global	(3 364)	(1 784)	(5 868)	(3 290)

# États consolidés des variations des capitaux propres intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2020					Total
·		Réserve –	(	Cumul des autres	
		Instruments de	Résultats	éléments du	Capitaux
	Capital-actions	capitaux propres	non distribués	résultat global	propres
	\$ (note 11)	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2019	58 857	1 486	16 971	(738)	76 576
Résultat global total					
Perte nette	-	-	(4 626)	-	(4 626)
Autres éléments du résultat global Écarts de conversion cumulés	-	-	_	(1 242)	(1 242)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(1 242)	(1 242)
Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres Rémunération fondée sur des actions (note 11	) -	211	-	<u>.</u>	211
Options sur actions annulées	-	(339)	339	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(128)	339	-	211
Solde au 31 mars 2020	58 857	1 358	12 684	(1 980)	70 919
	Capital-actions	Réserve – Instruments de capitaux propres	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres
	(note 11)	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2018 Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	57 207	1 208 -	20 609 (189)	(88) 189	78 936 -
Solde ajusté au 1 <sup>er</sup> juillet 2018	57 207	1 208	20 420	101	78 936
<b>Résultat global total</b> Émission d'actions relative à un regroupement	4.000				
d'entreprises Perte nette	1 632 -	-	(2 681)	-	1 632 (2 681)
d'entreprises Perte nette  Autres éléments du résultat global	1 632 - -	-	- (2 681) -	- - (609)	(2 681)
d'entreprises Perte nette	1 632 - - - -	- - -	- (2 681) - -	(609) (609)	(2 681)
d'entreprises Perte nette  Autres éléments du résultat global Écarts de conversion cumulés  Autres éléments du résultat global  Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres	- - -	- - - -	- (2 681) - -	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	(2 681) (609) (609)
d'entreprises Perte nette  Autres éléments du résultat global Écarts de conversion cumulés Autres éléments du résultat global Transactions avec les actionnaires comptabilisées	- - -	- - - - 227 227	- (2 681) - - -	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	

# États consolidés de la situation financière intermédiaires résumés

Au 31 mars 2020 et au 30 juin 2019

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités)

		31 mars	30 juin
	Notes	2020	2019
ACTIF		\$	\$
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 927	2 480
Créances clients et autres débiteurs		27 638	36 643
Stocks		50 607	43 943
Impôt sur le résultat à recouvrer		2 031	823
Charges payées d'avance		963	1 154
		83 166	85 043
Actifs non courants			
Placements	6	296	419
Immobilisations corporelles	7	42 772	42 450
Actifs au titre de droits d'utilisation	4	3 925	-
Immobilisations incorporelles		711	1 000
Actifs d'impôt différé		5 284	5 783
Total de l'actif		136 154	134 695
DAGGIE			
PASSIF Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		21 605	24 744
Solde à payer relatif à un regroupement d'entreprises		21 003	3 370
Impôt sur le résultat à payer		172	429
Tranche à court terme de la dette à long terme	8	2 504	1 400
Tranche à court terme des obligations locatives	4 et 9	2 851	-
Transitio di Godin torrito dello dell'iggiliano recalitto	1000	27 132	29 943
Passifs non courants			
Dette à long terme	8	36 781	28 176
Obligations locatives	4 et 9	1 322	-
•		65 235	58 119
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	11	58 857	58 857
Réserve – Instruments de capitaux propres		1 358	1 486
Résultats non distribués		12 684	16 971
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 980)	(738
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		70 919	76 576
Total du passif et des capitaux propres		136 154	134 695

# APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Éric Alexandre, administrateur

Jean-Yves Laliberté, administrateur

# Tableaux consolidés des flux de trésorerie intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités)

		31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
		2020	2019	2020	2019
	Notes	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	110100	\$	\$	\$	\$
		•	*	•	•
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Perte avant impôt sur le résultat		(3 196)	(1 960)	(4 009)	(3 193)
Éléments sans effet sur la trésorerie :		, ,	, ,	,	, ,
Amortissement des immobilisations corporelles		2 579	2 519	7 647	7 206
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	4	150	-	385	-
Amortissement des immobilisations incorporelles		107	180	318	180
(Gain) perte sur cession d'immobilisations corporelles	7	(47)	3	35	(87)
Rémunération fondée sur des actions	11	62	78	211	227
Charges financières		725	619	2 129	1 507
Variation nette de la juste valeur des placements	6	124	(41)	153	166
	<del>-</del>	504	1 398	6 869	6 006
Madellar des (16 contente es es (fat contente es es el facilitate)					
Variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de					
roulement d'exploitation	13	2 487	1 034	(473)	(6 549)
Impôt sur le résultat payé		(623)	(140)	(1 686)	(300)
Charges financières payées		(693)	(648)	(2 067)	(1 609)
		1 675	1 644	2 643	(2 452)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisition de l'entreprise Projet Production International BF S.A.		-	-	-	(3 357)
Acquisition de placements	6	-	-	(30)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(2 836)	(1 917)	(8 903)	(6 353)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7	127	216	162	338
	•	(2 709)	(1 701)	(8 771)	(9 372)
,		(= : 55)	(,	(0 )	(0 0. =)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement du prêt à recevoir		-	-	-	675
Remboursement du solde à payer relatif à un regroupement d'entr	eprises	-	-	(3 409)	-
Produit de l'affacturage		-	143	-	-
Remboursement de l'affacturage		-	(143)	-	-
Produit de la dette à long terme		20 636	23 441	72 246	69 832
Remboursement de la dette à long terme		(19 811)	(22 483)	(63 083)	(60 265)
Remboursement des obligations locatives		(135)	-	(357)	-
		690	958	5 397	10 242
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie		826	(159)	178	(284)
Dimimution (augmentation) de la trésorerie et des équivalents de	trésorerie	482	742	(553)	(1 866)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		1 445	2 025	2 480	4 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		1 927	2 767	1 927	2 767

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Forage Orbit Garant inc. (la « Société »), regroupée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, exerce ses activités principalement dans le domaine du forage au diamant en surface et souterrain au Canada, aux États-Unis, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest

Le siège social de la Société est situé au 3200, boul. Jean-Jacques Cossette, Val-d'Or (Québec), Canada. La Société détient des participations dans plusieurs entités. Les pourcentages de droits de vote dans ses filiales et dans les entreprises associées sont les suivants :

	% droits de vote
Services de forage Orbit Garant inc.	100 %
9116-9300 Québec inc.	100 %
Drift Exploration Drilling Inc.	100 %
Drift de Mexico SA de CV	100 %
Orbit Garant Chile S.A.	100 %
Orbit Garant Drilling Ghana Limited	100 %
Perforación Orbit Garant Peru S.A.C.	100 %
OGD Drilling (Guyana) Inc.	100 %
Forage Orbit Garant BF S.A.S.	100 %
Orbit Garant Perforaciones Patagonia S.A.S. (depuis le 9 août 2019)	100 %
Forage Orbit Miyuu Kaa inc. (dissoute le 14 janvier 2020)	49 %
Sarliaq-Orbit Garant inc.	49 %
Tumiit Orbit Garant inc.	49 %

#### 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

#### Mode de présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Les méthodes comptables en vertu des IFRS décrites dans la note 4 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2019 ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées, sauf pour l'adoption des nouvelles normes effectives à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, tel que mentionné à la note 4. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen par les auditeurs indépendants de la Société.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes à l'IAS 34 nécessite le recours à certaines estimations comptables critiques, hypothèses et jugements. Elle exige également que la direction exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui nécessitent un degré plus élevé de jugement ou de complexité ou les aspects comportant des hypothèses et des estimations importantes sont présentés à la note 5 des états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2019. Les hypothèses et les estimations demeurent inchangées pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mars 2020.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des placements qui ont été mesurés à la juste valeur et de la rémunération fondée sur des actions qui a été mesurée conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Ils sont présentés en dollars canadiens, monnaie principale de l'environnement économique dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Sauf indication contraire, tous les montants sont arrondis au millier de dollars près.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas toute l'information à fournir dans un jeu d'états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société de 2019.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de Forage Orbit Garant inc. le 15 juin 2020.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

# 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

#### Principes de consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés incluent les états financiers de la Société et des entités contrôlées par la Société. Une filiale est une entité contrôlée par la Société. Un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci, indépendamment de son pourcentage de participation. La Société considère l'existence et l'effet des droits de vote potentiels lorsque la Société contrôle une autre entité.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans l'état consolidé du résultat intermédiaire résumé à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession, selon le cas. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

#### 3. COVID-19

Depuis le 29 février 2020, l'épidémie de la nouvelle souche de coronavirus, spécifiquement appelée «COVID-19», a conduit les gouverments du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent la mise en oeuvre d'interdictions de voyager, la restriction temporaire de toutes les activités non essentielles, les périodes de mise en quarantaine volontaire et les distanciations sociales, ont causés des perturbations significatives aux entreprises dans le monde, entraînant un ralentissement économique. Les marchés boursiers mondiaux ont connu une volatilité et une faiblesse importantes. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi avec d'importantes interventions monétaires et fiscales destinées à stabiliser les conditions économiques. La durée et l'impact de l'épidémie de COVID-19 sont inconnus pour le moment, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales.

La priorité de la Société est d'assurer la santé de ses employés et de ses clients ainsi que d'assurer la continuité d'exploitation de ses opérations commerciales et d'accompagner ses clients dans leurs opérations minières. L'impact de la pandémie a affecté négativement les activités de la Société au T3 2020, comme certains projets ont été suspendus ou reportés.

Au 31 mars 2020, la Société respectait ses clauses restrictives. En raison des incertitudes économiques actuelles, la direction a pris plusieurs mesures pour garantir la capacité de la Société à respecter ses obligations financières et contractuelles, notamment (i) demander des subventions gouvernementales (ii) retravailler sa structure de coûts et reporter les dépenses non essentielles (iii) prendre des dispositions avec ses créanciers pour suspendre temporairement les paiements de la dette (voir note 18) et modifier les clauses restrictives applicables au T3 2020 et aux trimestres futurs. Sur la base de ces informations, la Société estime qu'elle disposera de ressources suffisantes pour poursuivre ses activités commerciales pendant au moins les douze prochains mois.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 4. NORMES ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES

Les normes et les modifications aux normes existantes suivantes ont été appliquées par la Société à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

#### IFRS 16 - Contrats de location

La Société a adopté l'IFRS 16, qui remplace l'IAS 17, Contrats de location, pour son exercice annuel débutant le 1er juillet 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée selon laquelle aucun retraitement de la période comparative n'est exigé. Sous IAS 17, les immobilisations corporelles ont été comptabilisées comme des contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sous-jacents a été transférée. Tous les autres contrats de location ont été classés en tant que contrats de location-simple. IFRS 16 exige du preneur de comptabiliser des actifs au titre de droits d'utilisation, représentant le droit d'utiliser le bien sous-jacent, ainsi que des obligations locatives, représentant son obligation d'effectuer des paiements. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont initialement évalués au coût, composés de l'évaluation initiale de l'obligation locative correspondante, des paiements de location effectués au plus tard à la date de début et de tous coûts directs initiaux engagés, moins les incitatifs à la location reçus. Ils sont subséquemment amortis sur une base linéaire et réduits de la perte de valeur, s'il y a lieu. S'il est raisonnablement certain que la Société exercera une option d'achat, l'actif sous-jacent est amorti sur sa durée de vie utile estimée. L'actif au titre du droit d'utilisation peut aussi être ajusté pour refléter la réévaluation de l'obligation locative reliée. Les obligations locatives sont initialement évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer qui n'ont pas encore été versés, en utilisant le taux d'intérêt implicite du contrat ou, si ce dernier ne peut être facilement déterminé, le taux d'emprunt marginal de la Société. Les paiements de location inclus les paiements fixes, moins les incitatifs à la location reçus, les paiements variables qui dépendent d'un index et le prix d'exercice d'une option d'achat raisonnablement certaine d'être exercée. Subséquemment, l'obligation locative est évaluée au co

Incidence de la transition à IFRS 16 - Contrats de location

Lors de l'adoption de l'IFRS 16, les actifs sous contrats de location-financement ont été reclassés d'immobilisations corporelles aux actifs au titre de droits d'utilisation et les passifs sous contrats de location-financement reliés ont été reclassés de la dette à long terme aux obligations locatives, au montant évalué sous IAS 17 au 30 juin 2019. Les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les actifs précédemment classés comme contrats de location-financement sont comptabilisés conformément aux exigences de l'IFRS 16 à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

À la transition, la Société a choisi de mesurer l'actif au titre du droit d'utilisation à un montant égal à l'obligation locative (sujet à certains ajustements) pour les contrats de location classés comme contrats de location-simple sous IAS 17. Par conséquent, la Société a enregistré des obligations locatives de 4 598 \$ et des actifs au titre de droits d'utilisation de 4 477 \$, nets des incitatifs de location reportés de 132 \$, incluant les contrats de location précédemment comptabilisés comme contrats de location-financement sous IAS 17. Comme permis par l'IFRS 16, la Société a décidé de ne pas comptabiliser d'obligations locatives et d'actifs au titre de droits d'utilisation pour les contrats à court terme (durée du terme de 12 mois ou moins) et les contrats d'actifs de faible valeur. La Société a également utilisé des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée des contrats de location qui contiennent des options d'achat, de renouvellement ou de résiliation et s'est basée sur l'évaluation des provisions pour contrats de location déficitaires selon IAS 37 Provisions, passifs et actifs éventuels, au lieu de procéder à un test de dépréciation.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

## 4. NORMES ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES (suite)

#### IFRS 16 - Contrats de location (suite)

Jugement important utilisé dans la détermination de la durée des contrats de location assortis d'options de renouvellement

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location qu'elle a la certitude raisonnable d'exercer et toute période visée par une option de résiliation que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Après la date de début, la Société réévalue la durée du contrat de location si un événement ou un changement de circonstances important se produit qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer (ou de ne pas exercer) l'option de renouvellement.

Principales sources d'incertitude relative à l'estimation

Dans la détermination des montants d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives, la Société est tenue d'estimer le taux d'emprunt marginal propre à chaque actif loué si le taux d'intérêt implicite du contrat de location n'est pas facilement déterminé. La direction détermine un taux d'emprunt marginal pour chaque actif loué en incorporant la solvabilité, la garantie, le terme et la valeur de l'actif sous-jacent ainsi que l'environnement économique dans lequel l'actif opère. Le taux marginal d'emprunt est sujet à changement principalement dû aux changements macroéconomiques dans l'environnement.

La Société utilise son taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> juillet 2019 pour mesurer ses obligations locatives précédemment classées comme contrats de location simple. Le taux marginal d'emprunt pondéré était de 5,19 % à la date d'adoption.

	1 <sup>er</sup> juillet 2019
	\$
Engagements de contrats de location simple divulgués au 30 juin 2019	2 437
Engagements visant des contrats à court terme et des actifs de faible valeur	(113)
Option d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain	2 679
Paiement variable qui dépend d'un indice ou d'un taux,	
initiallement évalué en utilisant l'indice ou le taux à la date de début	261
	5 264
Incidence de l'actualisation	(817)
Passif sous contrats de location-financement reclassé comme obligations locatives	151
Obligations locatives comptabilisées au 1 <sup>er</sup> juillet 2019	4 598
Entrées	251
Charges financières	175
Paiement des obligations locatives, incluant les charges financières connexes	(532)
Écarts de change	(319)
	4 173
Tranche à court terme	2 851
Solde au 31 mars 2020	1 322

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

## 4. NORMES ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES (suite)

#### IFRS 16 - Contrats de location (suite)

Avant l'adoption de l'IFRS 16, les dépenses de contrats de location étaient inclus dans les frais généraux et administratifs et dans le coût des produits tirés de contrats dans l'état consolidé du résultat de la Société.

	1 <sup>er</sup> juillet 2019
Actifs au titre de droits d'utilisation	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2019	4 477
Entrées	257
Amortissement	(385)
Écarts de change	(424)
Solde au 31 mars 2020	3 925

#### IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

Cette interprétation fournit des directives sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'interprétation exige qu'une entité (i) détermine si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux, en fonction de ce qui fournit la meilleure prévision du dénouement (ii) reflète une incertitude dans le montant des impôts sur le résultat payables (recouvrables) s'il est probable qu'elle paiera (ou recouvrera) un montant au titre de l'incertitude (iii) évalue une incertitude fiscale au montant le plus probable ou à la valeur attendue, selon la méthode qui fournit la meilleure prévision du montant payable (recouvrable). L'adoption de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'impact sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

#### IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes

L'Argentine a été désignée économie hyper-inflationniste au 1<sup>er</sup> juillet 2018, à des fins comptables, en raisons de divers facteurs qualitatifs liés à l'environnement économique. Les entités déclarantes sous IFRS sont tenues d'appliquer l'ajustement en fonction de l'inflation, car les conditions applicables sont remplies. La filiale de la Société en Argentine utilise le peso argentin comme monnaie fonctionnelle et, par conséquent, IAS 29 a été appliquée à ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

IAS 29 exige que les états financiers d'une entité dont la monnaie fonctionnelle est la monnaie d'une économie hyperinflationniste soient ajustés sur la base d'un indice général des prix approprié pour exprimer les effets de l'inflation et doivent être exprimés en termes d'unité de mesure courante à la fin de la période de clôture. L'ensemble des actifs et passifs non-monétaires doivent être corrigés de l'inflation pour réfléter leur pouvoir d'achat à la date de clôture. De même, l'état du résultat global (compte de résultat et autres éléments du résultat global) est retraité pour corriger l'inflation constatée sur la période. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture.

La filiale d'Argentine a choisi d'utiliser l'index combiné de l'Indice des Prix à la Consommation (Indice de Precios al Consumidor Nacional ou «IPC» publié par l'Institut National de Statistiques et Recensement de la Rébuplique d'Argentine (INDEC) pour mesurer l'impact de l'inflation sur sa situation financière et ses résultats. Le facteur d'ajustement cumulatif du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 mars 2020 était de 27,5 %.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 5. CHARGES PAR NATURE

#### Détail de la dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation a été présentée aux états consolidés du résultat intermédiaires résumés comme suit :

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Coût des produits tirés de contrats	2 414	2 276	7 089	6 495
Frais généraux et administratifs	422	423	1 261	891
Total de la dotation aux amortissements	2 836	2 699	8 350	7 386

#### Principales charges par nature

Le coût des produits tirés de contrats, les frais généraux et administratifs, les (gains) pertes de change et les charges financières, par nature, se détaillent comme suit :

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Dotation aux amortissements	2 836	2 699	8 350	7 386
Charges au titre des avantages du personnel	20 379	20 587	63 827	60 038
Coût des stocks	8 896	8 107	25 445	21 630
Autres charges	7 085	7 982	23 958	22 525
Total du coût des produits tirés de contrats, des frais				_
généraux et administratifs, des (gains) pertes de				
change et des charges financières	39 196	39 375	121 580	111 579
Coût des produits tirés de contrats	34 742	34 344	106 962	96 813
Frais généraux et administratifs, (gains) pertes de				
change et charges financières	4 454	5 031	14 618	14 766
Total du coût des produits tirés de contrats, des frais				_
généraux et administratifs, des (gains) pertes de				
change et des charges financières	39 196	39 375	121 580	111 579

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 6. PLACEMENTS

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2020	Exercice terminé le 30 juin 2019
	\$	\$
Placements dans des sociétés ouvertes, au début de la période	419	542
Acquisition de placements	30	-
Conversion de créances clients	-	61
Variation de la juste valeur sur les placements évalués à la juste valeur par le biais du résultat nel	(153)	(184)
Placements dans des sociétés ouvertes, à la fin de la période	296	419

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 836	1 917	8 903	6 353
Immobilisations corporelles relatives à l'acquisition				
d'une entreprise	-	-	-	4 395
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	(127)	(216)	(162)	(338)
(Gain) perte sur cession d'immobilisations corporelles	(47)	3	35	(87)

Le (gain) perte sur cession d'immobilisations corporelles est inclus dans le coût des produits tirés de contrats.

## 8. DETTE À LONG TERME

	31 mars	30 juin
	2020	2019
	\$	\$
Emprunt autorisé d'un montant maximal de 7 094 \$ (5 000 \$ US), portant intérêt		
au taux préférentiel majoré de 0,25 %, taux effectif de 4,00 % au 31 mars 2020,		
échéant en novembre 2021, garanti par une hypothèque de premier rang sur		
l'universalité des biens présents et futurs <sup>c)</sup>	1 419	-
Emprunt autorisé d'un montant maximal de 35 000 \$, portant intérêt au taux		
préférentiel majoré de 2,00 %, taux effectif de 4,95 % au 31 mars 2020 (taux		
préférentiel majoré de 2,00 %, taux effectif de 5,95 % au 30 juin 2019), échéant		
en novembre 2021, garanti par une hypothèque de premier rang sur l'universalité		
des biens présents et futurs <sup>a) b) c)</sup>	30 301	25 041

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 8. DETTE À LONG TERME (suite)

Tranche à court terme

Emprunt autorisé d'un montant de 2 500 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 4,50 %, taux effectif de 7,45 % au 31 mars 2020 (au taux préférentiel majoré de 4,50 %, taux effectif de 8,45 % au 30 juin 2019), remboursable par versements mensuels de 52 \$ à compter de juin 2017, échéant en mai 2021, garanti par une hypothèque de deuxième rang sur l'universalité des biens présents et futurs b) 726 1 192 Emprunt autorisé d'un montant de 7 306 \$ (5 150 \$ US), portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,75 %, taux effectif de 6,50 % au 31 mars 2020 (au taux préférentiel majoré de 2,75 %, taux effectif de 8,25 % au 30 juin 2019), remboursable par versements mensuels de 138 \$ (97 \$ US) (64 \$ (45 \$ US) au 30 juin 2019) à compter de mai 2019, échéant en janvier 2024, garanti par une hypothèque de troisième rang sur l'universalité des biens présents et futurs d) 6 172 3 192 Emprunts, portant intérêt au taux de 0 %, rempoursable par versements mensuels de 16 \$, échéant en août 2023 667 Contrats de location-financement, portant intérêt à des taux variant entre 4,50 % et 5,99 % (au 30 juin 2019), échéant en juillet 2021 e) 151 29 576 39 285

Le taux varie en fonction du calcul trimestriel d'un ratio financier et peut correspondre au taux préférentiel majoré d'un pourcentage variant entre 0,50 % et 2,25 %.

(2504)

36 781

(1400)

28 176

- b) Un montant non amorti de 225 \$ (286 \$ au 30 juin 2019) correspondant à des frais de financement a été présenté en réduction de la dette à long terme. Ce montant est amorti dans le résultat sur la durée de la dette, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- c) Le 28 juin 2019, la Société a signé un amendement à la troisième entente de facilité de crédit modifiée et réitérée avec la Banque Nationale du Canada consistant en une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 35 000 \$ et une facilité de crédit renouvelable non utilisée de 5 000 \$ US au 30 juin 2019, qui viendra à échéance le 2 novembre 2021.
- d) Le 20 décembre 2018, la Société a conclu une entente de prêt pour un prêt à terme d'un montant maximum de 5 150 \$ US. Le prélèvement initial de 2 575 \$ US reçu le 21 janvier 2019, a été utilisé pour réduire la facilité de crédit décrite ci-dessus. Le deuxième prélèvement de 2 575 \$ US a été reçu le 9 octobre 2019 et utilisé pour payer le solde à payer relatif à un regroupement d'entreprise le 23 décembre 2019.
- e) Le 1<sup>er</sup> juillet 2019, avec l'adoption de l'IFRS 16, le solde des contrats de location-financement a été reclassé dans les obligations locatives.

Selon les modalités des dettes à long terme, la Société doit respecter certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers minimaux (voir la note 10). Au 31 mars 2020, la Société satisfaisait aux conditions de ses clauses restrictives (au 30 juin 2019, la Société satisfaisait aux conditions de ses clauses restrictives).

Au 31 mars 2020, le taux préférentiel au Canada était de 2,95 % pour les emprunts canadiens (3,95 % au 30 juin 2019) et le taux préférentiel aux États-Unis était de 3,75 % pour les emprunts américains (5,50 % au 30 juin 2019).

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

## 8. DETTE À LONG TERME (suite)

Au 31 mars 2020, les versements de capital requis au cours des prochains exercices sont les suivants :

	\$
Moins d'un an	2 504
Plus d'un an et moins de cinq ans	37 006
	39 510

La dette à long terme par devise et par échéance, sont les suivants :

Au 31 mars 2020 000s	Total	Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans
	\$	\$	\$
CAD	31 694	820	30 874
US (5 350 \$ US)	7 591	1 684	5 907
	39 285	2 504	36 781

## 9. OBLIGATIONS LOCATIVES

Les paiements au titre de location requis au cours des prochains exercices sont les suivants :

	31 mars
	2020
	\$
Moins d'un an	3 029
Plus d'un an et moins de cinq ans	912
Plus de cinq ans	806
	4 747
Moins : incidence de l'actualisation	(574)
Valeur actualisée des paiements au titre de location	4 173

Les obligations locatives sont inclus dans l'état consolidé de la situation financière intermédiaire résumé comme suit :

	\$
Tranche à court terme	2 851
Tranche à long terme	1 322
	4 173

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 10. GESTION DU CAPITAL

La Société inclut, dans la définition de son capital, la dette à long terme, l'obligation locative, le solde à payer relatif à un regroupement d'entreprises, le capital-actions, la réserve - Instruments de capitaux propres, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie.

La structure du capital est composée de ce qui suit :

	31 mars	30 juin
	2020	2019
	\$	\$
Dette à long terme	39 285	29 576
Obligations locatives	4 173	-
Solde à payer relatif à un regroupement d'entreprises	-	3 370
Capital-actions	58 857	58 857
Réserve - Instruments de capitaux propres	1 358	1 486
Résultats non distribués	12 684	16 971
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 980)	(738)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 927)	(2 480)
	112 450	107 042

Par la gestion de sa structure du capital, la Société vise à maintenir une flexibilité financière en vue de i) préserver son accès aux marchés financiers; ii) respecter ses obligations financières; et iii) financer la croissance interne et les acquisitions potentielles. Pour gérer sa structure du capital, la Société pourrait ajuster ses dépenses, émettre de nouvelles actions, émettre de nouveaux titres de créance ou rembourser des dettes existantes.

Selon les modalités de certaines ententes de financement, la Société doit satisfaire à certaines clauses restrictives de nature financière, telles que le respect d'un certain niveau quant au ratio de la dette de premier rang sur le résultat avant impôt sur le résultat, intérêts et amortissements, au ratio de la dette de premier rang sur la capitalisation et au ratio de couverture des charges fixes. Ces ententes limitent aussi, entre autres, la capacité de la Société à contracter de nouveaux emprunts, à grever ses biens de charges, à s'engager dans des fusions ou des acquisitions et à verser des dividendes ou d'autres paiements. Au 31 mars 2020, tel qu'il est mentionné à la note 8, la Société était en conformité avec ses clauses restrictives (au 30 juin 2019, la Société était en conformité avec ses clauses restrictives).

Dans le but de faciliter la gestion de ses besoins de capital, la Société prépare des budgets annuels qui sont mis à jour, si nécessaire, en fonction de divers facteurs.

Les objectifs de la Société concernant la gestion de son capital demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 11. CAPITAL-ACTIONS

Un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées est autorisé :

Actions ordinaires, avec droit de participation et droit de vote, sans valeur nominale

Les droits, privilèges, restrictions et conditions liés aux actions privilégiées doivent être adoptés par une résolution du conseil d'administration de la Société avant l'émission.

	Période de neuf me	ois terminée le		Exercice terminé le	
	31 mars 2020			30 juin 2019	
Actions ordinaires	Nombre d'actions	\$	Nombre d'actions	\$	
Solde au début de l'exercice	37 021 756	58 857	36 147 119	57 207	
Actions émises : Regroupement d'entreprises	-	-	861 637	1 632	
Dans le cadre de l'exercice d'options sur actions	-	-	13 000	18_	
Solde à la fin de l'exercice	37 021 756	58 857	37 021 756	58 857	

#### Perte nette par action

La perte nette par action ordinaire diluée a été calculé en divisant la perte nette par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation selon la méthode du rachat d'actions. Pour 2020 et 2019, les options sur actions ne sont pas incluses dans le calcul de la perte nette par action diluée, car leur inclusion serait antidilutive.

	31 mars 2020	31 mars 2019	31 mars 2020	31 mars 2019
Perte nette par action de base et diluée	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	(3 369) \$	(1 400) \$	(4 626) \$	(2 681) \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	37 021 756	37 008 756	37 021 756	36 684 856
Perte nette par action de base et diluée	(0,09) \$	(0,04) \$	(0,12) \$	(0,07) \$

Toutes les options sur actions en circulation sont attribuées à des administrateurs, à des membres de la direction et à des employés. Les options sur actions en circulation se détaillent comme suit :

		31 mars 2020 (9 mois)		31 mars 2019 (9 mois)
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
	•	\$	•	\$
En circulation au début de la période	2 960 500	1,52	2 496 500	1,48
Attribuées au cours de la période	696 000	0,90	500 000	1,73
Annulées au cours de la période	(386 000)	2,26	-	-
En circulation à la fin de la période	3 270 500	1,30	2 996 500	1,52
Exerçables à la fin de la période	1 797 469	1,30	1 635 435	1,43

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 11. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Le 4 décembre 2019, 696 000 options sur actions ont été accordées à des salariés et administrateurs leur donnant l'option d'acheter une action ordinaire au prix de levée de 0,90 \$ par actions, lequel représente la juste valeur d'une action ordinaire à la date d'attribution. Ces options ont une durée de vie de 5 ans et les droits seront acquis au taux de 33 % par année débutant 12 mois après la date d'attribution.

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en circulation au 31 mars 2020 :

Fourchette de d'exe	s prix ercice \$	En circulation au 31 mars 2020	Durée de vie moyenne restante (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Exerçables au 31 mars 2020	Prix d'exercice moyen pondéré \$
0,50 -	1,49	1 885 500	2,89	0,88	1 064 800	1,73
1,50 -	2,49	1 385 000	3,35	1,86	732 669	3,26
		3 270 500			1 797 469	

La juste valeur des options attribuées a été déterminée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Le tableau suivant présente le calcul de la juste valeur des options à la date d'attribution et les hypothèses moyennes pondérées :

	Attribuées en décembre 2019	Attribuées en décembre 2018
Taux d'intérêt sans risque	1,46 %	2,41 %
Durée de vie prévue (en années)	3	3
Volatilité attendue (fondée sur la volatilité historique)	36,11 %	39,77 %
Rendement attendu	0 %	0 %
Juste valeur des options attribuées	0,26 \$	0,55\$

Pour les exercices mentionnés ci-dessous, les charges liées à la rémunération fondée sur des actions des employés et des administrateurs ont été enregistrées et présentées dans les frais généraux et administratifs comme suit :

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Charges liées à la rémunération fondée sur des actions	62	78	211	227

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 12. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Les taux d'imposition prescrits par les lois applicables s'établissent à 26,55 % en 2020 et à 26,65 % en 2019.

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	(3 196)	(1 960)	(4 009)	(3 193)
Taux d'imposition prévus par la loi	26,55 %	26,65 %	26,55 %	26,65 %
Impôt sur le résultat selon les taux				
d'imposition prévus par la loi	(849)	(522)	(1 064)	(851)
Diminution de l'impôt sur le résultat découlant				
des éléments suivants :				
Charges non déductibles	18	12	54	35
Charge non déductible liée à la				
rémunération fondée sur des actions	16	21	55	61
Écart de taux d'imposition entre les territoires	11	(15)	56	2
Retenues d'impôts à la source	275	117	555	348
Actifs d'impôt non comptabilisés	586	-	955	-
Portion non imposable des gains en capital	(3)	(9)	(14)	(9)
Ajustements liés à des exercices précédents	28	- ` '	(52)	(9)
Autres	91	(164)	72	(89)
Total de l'impôt sur le résultat	173	(560)	617	(512)

#### 13. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variations des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement d'exploitation :

31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
2020	2019	2020	2019
(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
\$	\$	\$	\$
(239)	(2 738)	9 005	(1 388)
1 539	708	(6 664)	(3 172)
53	(234)	191	(203)
1 134	3 298	(3 005)	(1 786)
2 487	1 034	(473)	(6 549)
	2020 (3 mois) \$ (239) 1 539 53 1 134	2020 2019 (3 mois) (3 mois) \$ \$ (239) (2 738) 1 539 708 53 (234) 1 134 3 298	2020     2019     2020       (3 mois)     (3 mois)     (9 mois)       \$     \$     \$       (239)     (2 738)     9 005       1 539     708     (6 664)       53     (234)     191       1 134     3 298     (3 005)

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 14. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

#### **Engagements**

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location échéant entre 2020 et 2021, à verser une somme de 257 \$ pour la location de location de location ne comprend d'options de renouvellement ou d'achat, de clause d'indexation ou de restrictions. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats de location pour les deux prochaines années sont de : 189 \$ en 2020 et 71 \$ en 2021.

#### Garanties

Au 31 mars 2020, la Société a émis des garanties bancaires, échéant entre février et août 2020, en faveur de clients pour un montant total de 1 297 \$ (1 075 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2019). Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2020 et 2019, la Société n'a pas effectué de paiement en contrepartie de ces garanties.

#### 15. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET PARTIES ASSOCIÉES

#### Transactions entre parties liées

La Société est liée à Dynamitage Castonquay Ltd., une société dans laquelle un administrateur a une participation.

La Société a conclu les transactions suivantes avec les sociétés liées et avec des personnes liées à des administrateurs de la Société :

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Produits	12	80	45	241
Charges	37	37	112	115

Au 31 mars 2020, un montant de 13 \$ était à recevoir relativement à ces transactions (59 \$ au 30 juin 2019).

#### Transactions entre parties associées

La Société a conclu les transactions suivantes avec les parties associées :

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Produits	4 363	4 286	15 743	15 645

Au 31 mars 2020, les créances clients et autres débiteurs comprenaient un montant de 1 292 \$ à recevoir d'une société associée (1 672 \$ au 30 juin 2019).

Toutes ces transactions entre parties liées et associées effectuées dans le cours normal des affaires ont été mesurées à la valeur d'échange, qui a été établie et acceptée par les parties.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 15. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET PARTIES ASSOCIÉES (suite)

#### Rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs

La définition de rémunération des principaux dirigeants et administrateurs inclus les membres de la famille proche des principaux dirigeants et administrateurs et toutes les Sociétés sur lesquelles les principaux dirigeants et administrateurs exercent un contrôle. Les principaux dirigeants ont été identifiés comme étant les principaux dirigeants et les administrateurs de la Société. Les membres de la famille proche sont les membres dont on peut s'attendre à ce qu'ils influencent ou qu'ils soient influencés par cette personne dans leur relation avec la Société.

La rémunération comptabilisée au titre de la rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs s'élève à 313 \$ et 1 131 \$ pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mars 2020 (300 \$ et 1 470 \$ pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mars 2019).

#### 16. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à plusieurs risques relativement à ses actifs et passifs financiers. Il n'y a pas eu de changement important concernant l'exposition de la Société aux risques liés aux instruments financiers, les objectifs, politiques et processus pour gérer ces risques ou les méthodes utilisées pour les mesurer, par rapport aux exercices précédents, sauf en ce qui concerne les informations relatées dans cette note.

#### Risque de crédit

La Société accorde du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. La Société a adopté une politique selon laquelle elle ne peut faire affaire qu'avec des contreparties solvables et doit obtenir, si nécessaire, des garanties suffisantes pour atténuer le risque de pertes financières en cas de défaut de paiement. Elle procède régulièrement à des vérifications de solvabilité de ses clients et maintient des provisions pour pertes sur créances éventuelles. La demande pour les services de forage de la Société dépend du niveau d'activités d'exploration minérale et de mise en valeur exercées par les sociétés minières, particulièrement à l'égard de l'or, du nickel et du cuivre.

Face à des défis sur les marchés sans précédent, la COVID-19 peut affecter négativement les clients de la Société et leur solvabilité. Les difficultés financières des clients peuvent avoir un impact négatif sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, en particulier si ces clients devaient retarder ou faire défaut sur les paiements dus à la Société. Le recouvrement des comptes clients et autres débiteurs de tierces parties demeure une priorité pour la Société dans la situation actuelle.

#### Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créditeurs et charges à payer et du solde à payer relatif à un regroupement d'entreprises correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme correspond approximativement à sa valeur comptable, car elle porte intérêt à un taux variable et elle comporte des conditions de financement comparables à celles que la Société pourrait obtenir actuellement.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options)

#### 16. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

#### Hiérarchie des justes valeurs

La méthodologie utilisée pour évaluer les instruments financiers de la Société comptabilisés à la juste valeur est déterminée en fonction de la hiérarchie suivante :

Niveau	Méthode de détermination de la juste valeur
Niveau 1	Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
Niveau 2	Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont directement ou indirectement observables pour l'actif ou le passif.
Niveau 3	Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables sur le marché.

La hiérarchie de la juste valeur exige l'utilisation de données de marché observables chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans la mesure de la juste valeur.

Au 31 mars 2020, les placements sont présentés à la juste valeur et sont classés en tant qu'instruments financiers de niveau 1, car leur juste valeur peut être déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs.

	Valeur	Juste			
Au 31 mars 2020	comptable	valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 927				
Créances clients et autres débiteurs	27 638				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	296	296	296		
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Créditeurs et charges à payer	21 605				
Dette à long terme	39 285				
Obligations locatives	4 173				
•	Valeur	Juste			
Au 30 juin 2019	comptable	valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
•	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 480				
Créances clients et autres débiteurs	36 643				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	419	419	419		
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Créditeurs et charges à payer	24 744				
Solde à payer relatif à un regroupement d'entreprises	3 370				
Dette à long terme et contrats de location-financement	29 576				

Il n'y a eu aucun transfert de montants entre les instruments financiers de niveau 1, de niveau 2 et de niveau 3 pour les périodes de trois et neuf mois se terminant le 31 mars 2020.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 17. INFORMATION SECTORIELLE

La Société est divisée en deux zones géographiques : Canada et International (États-Unis, Amérique centrale, Amérique du Sud et l'Afrique de l'Ouest). Les éléments de résultat et de la situation financière sont répartis entre les secteurs, selon la destination des contrats ou des résultats. Les données par zone géographique suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés aux prix du marché.

Les secteurs opérationnels sont présentés selon les mêmes critères que ceux utilisés pour la production du rapport interne remis au principal décideur opérationnel, qui s'occupe d'allouer les ressources et d'évaluer la performance des secteurs opérationnels. Le principal décideur opérationnel est considéré comme étant le président et chef de la direction, et ce dernier évalue la performance des deux secteurs à partir des produits des activités ordinaires provenant des clients externes et du bénéfice (perte) d'exploitation.

Le tableau suivant présente les données relatives à chacun des secteurs opérationnels de la Société :

	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
	\$	\$	\$	\$
Produits tirés de contrats				
Canada	28 589	25 141	92 615	77 820
International 1)	7 411	12 274	24 956	30 566
	36 000	37 415	117 571	108 386
(Perte) bénéfice d'exploitation				
Canada	(443)	(1 830)	4 759	(2 347)
International	(1 526)	1 648	(3 665)	4 402
	(1 969)	(182)	1 094	2 055
Frais généraux liés au siège social de la Société 2)	502	1 159	2 974	3 741
Charges financières	725	619	2 129	1 507
Impôt sur le résultat	173	(560)	617	(512)
	1 400	1 218	5 720	4 736
Perte nette	(3 369)	(1 400)	(4 626)	(2 681)
Le secteur International inclut les produits suivants génér	rás nar les activités :			
au Chili	4 234	7 603	13 477	20 540

<sup>2)</sup> Les frais généraux liés au siège social de la Société incluent les charges corporatives, les charges liées aux options sur actions et certains coûts non attribués.

Dotation aux amortissements				
Canada	1 531	1 560	4 515	4 554
International	884	716	2 574	1 941
Total de la dotation aux amortissements inclus	2 415	2 276	7 089	6 495
dans la (perte) bénéfice d'exploitation				
Immobilisations non attribuées et actifs communs	421	423	1 261	891
Total de la dotation aux amortissements	2 836	2 699	8 350	7 386

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action et aux données sur les options) (non audités)

#### 17. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

			Au	Au
			31 mars 2020	30 juin 2019
			\$	\$
Actifs identifiables			00.074	00 007
Canada			93 874	92 307
Chili			15 120	15 486
International - Autres			27 160	26 902
			136 154	134 695
Immobilisations corporelles				
Canada			30 815	29 567
Chili			3 503	4 286
International - Autres			8 454	8 597
			42 772	42 450
Actif au titre de droits d'utilisation				
Canada			306	_
Chili			2 399	_
International - Autres			1 220	_
international - Autres			3 925	
Immobilisations incorporelles				
International - Autres			711	1 000
	0.4	0.4	0.4	0.4
	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2020	2019	2020	2019
	(3 mois)	(3 mois)	(9 mois)	(9 mois)
A anniation and artife man assuments	\$	\$	\$	\$
Acquisitions d'actifs non courants	0.554	4 474	7 750	4 700
Canada	2 551	1 474	7 758	4 768
International	265	414	977	6 864
Immobilisations non attribuées et actifs communs	20	29	168	464
	2 836	1 917	8 903	12 096

#### 18. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 23 avril 2020, la Société a conclu une première entente d'amendement avec un de ses créanciers, Exportation et Développement Canada, pour reporter les paiements en capital et les intérêts de sa dette à long terme de six mois et en allonger le terme d'une même période. Les intérêts courus sur cette période seront capitalisés sur la prériode restante de l'emprunt. L'impact de cet amendement entraîne une réduction de la portion à court terme de la dette à long terme d'environ 1 154 \$.

En mai 2020, Orbit Garant Chile S.A., une filiale détenue à 100 % par la Société, a obtenu deux prêts totalisant 1 000 000 000 \$CLP (1 740 \$CA) de Banco Scotiabank. Les emprunts portent intérêt au taux de 3,5 % par an, ont une durée de 36 mois et sont garantis à 70 % par le gouvernement chilien. Les emprunts n'ont pas de remboursement de capital pour les six premiers mois et les intérêts sur cette période seront capitalisés sur la période restante des emprunts.